

Actualité International

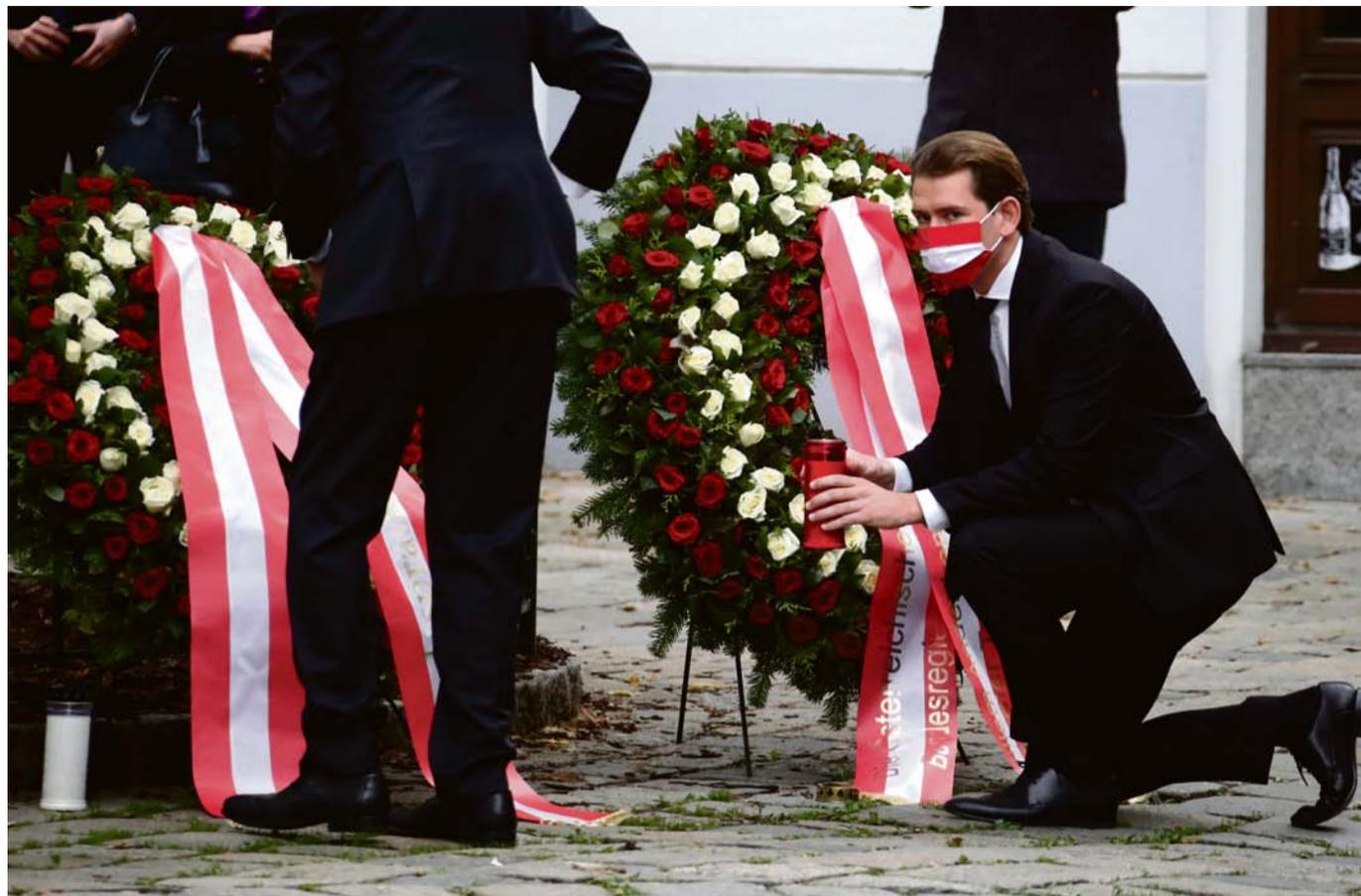
AUTRICHE Jusqu'à présent préservé, le pays a connu cette semaine son premier attentat en trente-cinq ans

STRATÉGIE Le chancelier Sebastian Kurz prône l'intransigeance. Tout en liant le terrorisme islamiste à l'immigration

Correspondant
Vienne (Autriche)

Dans les années 1970, le pape Paul VI avait surnommé l'Autriche « l'île des bonnes âmes ». Depuis lundi et l'attentat dans le centre-ville de Vienne, qui a coûté la vie à quatre personnes et fait 23 blessés, l'expression ne vaut plus. Pour la première fois en trente-cinq ans, la si paisible capitale autrichienne a connu sa première attaque, rejoignant Madrid, Londres ou Paris dans la liste des capitales européennes endeuillées par le terrorisme islamique.

L'enquête sur l'assaillant, Fejzulai Kujtim, Autrichien de 20 ans possédant également un passeport de Macédoine du Nord, se poursuit toujours dans le pays et en dehors, puisque des perquisitions ont été menées dans trois villes d'Allemagne et que deux hommes ont été interpellés en Suisse. Ainsi celui qui avait fait allégeance au groupe État islamique était-il loin d'être inconnu des services de renseignement autrichiens. Arrêté en Turquie en 2018 alors qu'il tentait de rejoindre Daech en Syrie, il avait été renvoyé en Autriche. Condamné à vingt-deux mois de prison en avril 2019 mais déjouant les programmes de déradicalisation, il avait été libéré de façon anticipée au mois de décembre. Une procédure de déchéance de sa nationalité autrichienne – les doubles nationalités sont rares en Autriche – n'avait pas abouti. Autre défaillance : en juillet, les services slovaques avaient signalé que Fejzulai Kujtim avait tenté d'acheter des munitions. Il est enfin apparu que le terroriste avait été en contact avec des personnes surveillées par les



Le chancelier autrichien, Sebastian Kurz, dépose une couronne de fleurs pour les victimes de l'attentat à Vienne, mardi. MATTHIAS SCHRADER/AP/SIPA

À Vienne, le temps de l'innocence est révolu

services de la lutte antiterroriste à Vienne (LVT). Manifestement, cela n'a pas suffi à l'Office fédéral autrichien pour la protection de la Constitution et la lutte contre le terrorisme (BVT). Les premières sanctions sont tombées vendredi : le responsable de la lutte antiterroriste à Vienne a été suspendu.

Des Frères musulmans actifs

Plusieurs facteurs expliquent l'émergence d'un islam politique meurtrier en Autriche. D'abord, le pays a pris des mesures à l'encontre de l'islam radical, avec l'interdiction du voile intégral en 2017. En juillet, un centre de veille et de documentation sur l'islam radical a aussi été créé, une décision fortement critiquée par les représentants de la communauté musulmane.

Heiko Heinisch, l'un des chercheurs de ce centre, ne se montre

en tout cas pas surpris par cet attentat : « *Ce n'était qu'une question de temps. Il y a beaucoup de mouvements salafistes en Autriche et, proportionnellement à la population, le pays a envoyé trois fois plus de jeunes faire le djihad en Syrie que l'Allemagne.* » Le politologue explique également que les Frères musulmans et des groupes extrémistes turcs comme Millî Görüs ou les Loups gris participent à diffuser cette idée selon laquelle les musulmans devraient refuser le mode de vie occidental, la démocratie, et bien sûr les caricatures de Mahomet. « *Après l'attentat à la feuille de boucher devant les anciens locaux de Charlie Hebdo, il est possible qu'un appel ait été lancé dans les milieux islamistes* », ajoute Heinisch.

Après l'assassinat de l'enseignant Samuel Paty, la réaction du jeune chancelier autrichien Sebas-

tian Kurz avait d'ailleurs étonné. Dès le lendemain, il avait tweeté : « *Nous ne nous laisserons pas intimider et nous allons continuer à défendre notre modèle de vie européen.* » En retour, après l'attaque de Vienne, Emmanuel Macron s'est rendu à l'ambassade d'Autriche pour déposer un message de même nature – « *Nous tiendrons ensemble, en Européens. Nous ne céderons rien.* » Le président français avait aussi annoncé une visite en Autriche pour demain. Elle sera finalement remplacée par une visioconférence.

Si les deux jeunes chefs d'État s'accordent sur une ligne dure face au terrorisme islamique, les réponses à y apporter diffèrent. L'Autriche lie directement le problème à la question migratoire. Jeudi, la ministre des Affaires européennes a ainsi diffusé un communiqué commun

avec les pays dits « frugaux » (Suède, Danemark, Pays-Bas et Finlande) pour exprimer leur refus d'une répartition obligatoire des demandeurs d'asile au niveau européen.

L'enjeu en Autriche est très politique : l'extrême droite qui, entre 2017 et 2019, était au pouvoir avec les conservateurs entend déjà exploiter cet attentat pour limiter l'immigration et expulser des islamistes. Des tensions sont aussi apparues au sein de la coalition au pouvoir, entre le ministre de l'Intérieur, le conservateur Karl Nehammer, et son homologue à la Justice, Alma Zadic, du parti des Verts, fille de réfugiés bosniaques arrivée à l'âge de 10 ans dans le pays. Son parcours, à l'exact opposé de celui du terroriste, laisse espérer que l'Autriche redevienne un havre de paix. ●

JÉRÔME SEGAL

En Côte d'Ivoire, l'inquiétante crispation du pouvoir

CRISE Accusé de terrorisme, le porte-parole de l'opposition, Affi N'Guessan, a été arrêté hier

Correspondante
Abidjan (Côte d'Ivoire)

Le pouvoir se raidit en Côte d'Ivoire. Huit jours après le scrutin présidentiel qui a vu le président sortant, Alassane Ouattara, l'emporter avec un fracassant score de 94,27 %, la justice s'attaque aux leaders de l'opposition qui avaient appelé au boycott de l'élection et à la désobéissance civile.

Dans la nuit de vendredi à samedi, son porte-parole, Affi N'Guessan, a été arrêté à 100 kilomètres d'Abidjan, non loin de la frontière avec le Ghana. « *Il était en fuite* », a affirmé une source gouvernementale.

Déjà, au lendemain du vote, les forces de sécurité ivoiriennes avaient entamé des opérations d'intimidation à l'endroit de ces responsables qui avaient annoncé la formation d'un gouvernement parallèle. Des grenades de désencerclement avaient été tirées à proximité de leurs domiciles pour

tenter de les en déloger. Si l'ancien chef de l'État Henri Konan Bédié, président de ce conseil autoproclamé, n'a pas été interpellé, une dizaine de ses collaborateurs ont été embarqués.

Désormais, c'est sur le terrain judiciaire que les autorités lancent l'offensive. Des enquêtes, notamment pour « complot contre l'autorité de l'État » et « actes de terrorisme », ont été lancées contre trois personnalités, dont Affi N'Guessan. Onze personnes ont aussi été déferées devant le parquet vendredi.

Les organisations de défense des droits de l'homme expliquent n'avoir « aucune information suffisante permettant d'apprécier la situation ».

Même si l'opposition peine à mobiliser, cette crispation inquiète. Les ambassadeurs de l'UE, de la France ou des États-Unis se sont entretenus avec les différentes parties pour trouver une sortie à ce qui ressemble de plus en plus à une crise post-électorale. Selon Africa Intelligence, Emmanuel Macron aurait appelé son homologue ivoirien pour lui demander des « gestes forts ».

Quant aux opposants en exil, les positionnements varient. L'ancien président de l'Assemblée nationale, Guillaume Soro, a appelé les forces armées à l'insurrection. De son côté, l'ancien président Laurent Gbagbo, qui se dit « résolument rangé du côté de l'opposition », a parlé au Premier ministre, Hamed Bakayoko. Il assure l'avoir invité à « apaiser la situation en favorisant le dialogue plutôt que la répression ». ●

JENNA LE BRAS